



Déclaration CGT sur les comptes et la stratégie d'Engie

Comité d'Entreprise Européen d'Engie du 13 juin 2019

Au regard des comptes 2018, nous faisons le constat que la croissance organique hors nucléaire et hors Lean est nulle. Le résultat du groupe Engie progresse uniquement grâce au plan Lean.

Ceci nous inquiète fortement : les salariés payent le prix aujourd'hui de la cession d'activités historiques où le groupe avait une position forte. Le développement de nouvelles activités prend du temps et pour combler le vide, les salariés sont pressurés par l'austérité imposée par LE GROUPE .

Nous constatons une augmentation des risques psychosociaux et un affaiblissement des garanties sociales, ayant des impacts sur les compétences et les emplois. Ces dégradations des conditions et rythmes de travail conduisent de plus en plus de salarié-es à quitter le groupe.

Malheureusement, nous voyons que le plan de développement 2019-2021 reste sur la même ligne : progression du résultat nulle voire négative hors nucléaire et hors nouveau Lean. Le nouveau plan d'économies va encore aggraver cette situation.

Aujourd'hui, le Groupe sort considérablement affaibli à la fois par l'échec de la fusion avec IP puis par le plan de cession et de réorientation 2016-2018.

Il est devenu une proie sur le marché financier.

Ainsi, le gouvernement Français suite à la Loi Pacte réfléchit à quel opérateur il pourrait vendre ses parts dans Engie.

Cela présage d'un avenir très difficile pour les salarié-es avec de nouvelles restructurations à venir, le jeu de Monopoly continu et risque de s'accélérer comme cela a fuité dans la presse avec une vente programmée à la découpe et donc un démantèlement du Groupe.

Nous demandons donc :

- 1 L'arrêt des cessions
- 2 Une forte augmentation des investissements financée notamment par l'arrêt des dividendes et le recentrage des investissements de développement sur l'Europe et nous sommes opposés aux grosses acquisitions en cours ou envisagées sur le continent américain
- 3 L'arrêt des plans d'économie et l'augmentation du niveau social dans le Groupe afin à la fois d'améliorer le sort des salarié-es mais aussi de garder les compétences
- 4 Une politique de qualité du service public et des Services afin de rétablir le positionnement du Groupe mis à mal par la dégradation de la sécurité, par exemple à GrDF avec l'explosion de la conduite de gaz rue de trévis, mis à mal par les scandales à répétition sur la commercialisation du gaz et de l'électricité en particulier en France, mis à mal par les difficultés des techniciens du service pour mener à bien leurs missions par exemple à Home Services et Cofely.

Par ailleurs, nous militons pour le maintien de la part de l'Etat dans le capital et même son augmentation afin d'éviter tout démantèlement du Groupe.